



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/541
20 septembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
Point 123 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS
DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du
Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Rapport du Secrétaire général

1. Au paragraphe 6 de sa résolution 43/216 du 21 décembre 1988, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies intéressés de prendre les mesures appropriées qui relèvent de leur compétence, compte tenu des commentaires, observations et recommandations formulés par le Comité des commissaires aux comptes 1/ et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 2/, notamment en ce qui concerne l'établissement des rapports financiers, les contrôles budgétaires, les engagements non réglés, la gestion des liquidités, les fonds d'affectation spéciale et l'engagement de consultants, d'experts et de personnel temporaire, et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-quatrième session. Au paragraphe 7 de la résolution 43/216, le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies intéressés ont été priés de rendre compte à l'Assemblée des mesures concrètes prises pour donner suite aux recommandations antérieures du Comité des commissaires aux comptes. Celui-ci ayant identifié, dans son rapport sur l'exercice biennal 1984-1985 3/, les domaines dans lesquels des mesures complémentaires étaient nécessaires, et les ayant de nouveau signalés dans son rapport sur l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1987, le présent rapport répond à ces deux demandes. On trouvera dans le document A/44/544 une note du Secrétaire général transmettant les réponses des autres chefs de secrétariat, également concernés par la demande formulée au paragraphe 7 de la résolution.

* A/44/150.

Contrôle budgétaire

2. Au paragraphe 9 de son rapport 4/, le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que les procédures prévues dans le règlement financier et dans les règles de gestion financière pour l'autorisation et l'engagement des dépenses soient suivies de façon plus rigoureuse pour que le contrôle budgétaire soit plus efficace. Il est rappelé à cet égard qu'au cours de l'exercice biennal (1986-1987) sur lequel porte cette vérification, la pratique normale consistant à établir des avis d'allocation de crédit pour un an a été provisoirement suspendue. Dans le cadre des mesures prises pour faire face à la crise financière, les allocations de crédit ont été établies pour des périodes plus courtes, en fonction de la disponibilité des fonds. Ces mesures ont eu pour résultat final des économies d'un montant global de quelque 125 millions de dollars, mais, au cours de l'exercice biennal, elles ont entraîné certaines situations dans lesquelles les dépenses ont provisoirement dépassé les allocations de crédit. Cela s'explique principalement par le fait que les bureaux concernés étaient obligés d'assurer le service de la paie, de s'acquitter d'autres obligations contractuelles et de maintenir certains services essentiels pour l'entretien des bâtiments. Ces situations étaient regrettables, mais les allocations de crédit sont de nouveau établies sur une base annuelle et les relevés des dépenses sont examinés fréquemment pour s'assurer que les agents certificateurs respectent le plafonnement des dépenses dans la limite des crédits alloués.

Engagements non réglés

3. Aux paragraphes 10 et 11 de son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a formulé des recommandations touchant la gestion des engagements non réglés, notamment les recommandations suivantes :

a) Il faudrait revoir les critères à appliquer pour l'obtention et la comptabilisation des fonds nécessaires pour liquider les engagements de dépense, de façon à les rendre compatibles avec le principe de la livraison concernant les biens et les services, y compris les acquisitions de matériel, posé à l'article 4.3 du règlement financier;

b) Les engagements de dépense non réglés contractés au titre de la coopération technique devraient faire l'objet d'un nouvel examen après 12 mois, et ceux qui restent valables devraient être comptabilisés comme sommes à payer.

4. Il est procédé avec le plus grand soin tant à l'examen des engagements non réglés déjà contractés qu'à la création de nouveaux engagements pour s'assurer qu'ils sont conformes aux critères en matière de comptabilisation et d'établissement des rapports fixés pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et pour les projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale, ainsi que pour le programme ordinaire de coopération technique. Il convient de noter que ces critères ne sont nullement contraires à l'article 4.3 du règlement financier, qui est développé dans la règle de gestion financière 104.1. Les engagements au titre de 1987 non réglés au 31 décembre 1988 ont fait l'objet d'un examen très méticuleux et les soldes ont été comptabilisés comme sommes à payer dans l'état XV des états

financiers de l'Organisation des Nations Unies. Cette procédure sera uniformément appliquée aux engagements non réglés de l'année précédente, dans tous les bureaux de l'Organisation des Nations Unies et dans les commissions régionales.

5. En ce qui concerne le "principe de la livraison" et son application à l'acquisition de matériel, l'Organisation des Nations Unies a l'intention de maintenir le statu quo conformément à une recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, tout en exerçant des contrôles financiers plus rigoureux sur la création et la surveillance des engagements non réglés.

Organe international de contrôle des stupéfiants

6. Au paragraphe 13 de son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que le libellé du paragraphe 11 de la résolution 1196 (XLII) du Conseil économique et social, autorisant "l'Organe international de contrôle des stupéfiants ou le chef de son secrétariat, agissant au nom de l'Organe et sur ses instructions générales ou particulières, à virer des crédits d'un poste à l'autre du budget", soit révisé de façon que l'Organe se conforme à la procédure normale de contrôle budgétaire.

7. Il convient de noter que le contrôle budgétaire normal a été exercé sans exception, en dépit des dispositions de cette résolution, puisque aucun virement de crédit entre des objets de dépense non compatibles n'a eu lieu sans consultation préalable avec la Division de la planification des programmes et du budget du Secrétariat de l'ONU et sans que soient apportées les modifications appropriées aux allocations de crédit en question.

Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC)

8. Comme l'a recommandé le Comité au paragraphe 14 de son rapport, une étude a été lancée par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion. Une équipe chargée de l'étude s'est déjà rendue dans les cinq centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) et dans plusieurs pays africains; elle est actuellement en train d'établir son rapport, qui devrait être soumis au Conseil des ministres de la CEA lors de la réunion qu'il doit tenir en avril 1990 à Addis-Abeba, afin que le Conseil formule des recommandations. Par la suite, ce rapport sera soumis par l'intermédiaire du Conseil économique et social à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-cinquième session.

Utilisation des fonds destinés à l'appui aux programmes

9. Au paragraphe 15 de son rapport, le Comité a recommandé de respecter strictement les dispositions de l'instruction administrative ST/AI/286 et de revoir les procédures actuellement suivies afin de garantir une répartition équitable des ressources entre la gestion des programmes et des projets et les fonctions d'administration centrale. Ces recommandations ont été prises en compte lors de l'établissement des prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 1990-1991.

Rapports sur l'exécution du programme

10. Au paragraphe 16 de son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a fait plusieurs recommandations visant à améliorer la qualité et la précision des rapports sur l'exécution du programme. Le Secrétaire général a déjà abordé ce sujet dans son rapport à l'Assemblée générale, à la session en cours, sur le contrôle, l'évaluation et l'information de gestion (A/44/233). Les efforts tendant à perfectionner les méthodes à suivre pour surveiller l'exécution du programme se poursuivent et on cherche en même temps les moyens d'améliorer le contenu des rapports sur l'exécution du programme tels qu'ils sont actuellement établis, notamment en y intégrant davantage de données analytiques. Dans le domaine de l'établissement des rapports sur l'exécution des projets, le Département de la coopération technique pour le développement a en outre établi des directives en vue de déterminer clairement s'il s'agit de projets nouveaux, en cours de réalisation ou achevés sur le plan technique et financier.

Etats de paie

11. En application de la recommandation qui figure au paragraphe 17 du rapport du Comité des commissaires aux comptes, la Division des services électroniques au Bureau des services généraux a reçu pour instructions d'établir, dans toute la mesure que lui permettraient ses effectifs, un roulement des fonctionnaires chargés des opérations informatisées afin d'assurer un contrôle interne plus approfondi et plus efficace de l'établissement des états de paie et des procédures qui s'y rapportent.

Indemnités pour charges de famille

12. Des mesures ont aussi été prises conformément aux recommandations de l'alinéa b) du paragraphe 17 du rapport du Comité pour faciliter la distribution et la présentation des formulaires annuels de demande d'indemnités pour charges de famille. Le formulaire lui-même a été remanié afin de faire ressortir plus clairement les conditions à remplir et de faciliter le traitement des demandes et le calcul des indemnités par les services concernés. Une circulaire énonçant les conditions à remplir et les responsabilités des fonctionnaires a été publiée en 1989 pour améliorer la gestion et les contrôles internes du système d'indemnités pour charges de famille.

13. Il est prévu de donner suite aux recommandations qui nécessiteraient l'informatisation des données sur la situation de famille des fonctionnaires dans le cadre de la mise en place du système intégré d'information de gestion. En attendant, l'administration du système des indemnités pour charges de famille est contrôlée de près pour permettre en cas de besoin d'interrompre le plus rapidement possible le versement de ces indemnités.

Examen de la situation contractuelle des fonctionnaires

14. On s'efforce actuellement de veiller à ce que les départements et bureaux soumettent rapidement pour révision, après cinq ans de service, les dossiers de fonctionnaires nommés à titre permanent. Les dossiers de fonctionnaires titulaires

de contrats de durée déterminée continuent d'être examinés en vue d'une éventuelle nomination à titre permanent et ce, conformément à la pratique en vigueur, à savoir que les fonctionnaires peuvent à tout moment prétendre à une nomination à titre permanent à l'exception des fonctionnaires originaires de pays surreprésentés, qui doivent au préalable avoir accompli cinq années de service continu en donnant satisfaction. Il convient de rappeler à cet égard que le Groupe d'experts chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies 5/, au paragraphe 45 de son rapport, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986, a estimé que les fonctionnaires devraient pouvoir prétendre à une nomination à titre permanent après trois années de service. Au paragraphe 37 de son premier rapport intérimaire à l'Assemblée générale (A/42/234, annexe), le Secrétaire général a indiqué "qu'il conviendra de revoir cette recommandation une fois achevées les opérations de compression et de restructuration". La pratique actuelle consiste en fait à permettre aux fonctionnaires qui ont accompli cinq années de service en donnant satisfaction de prétendre à une nomination à titre permanent sans avoir à accomplir une période de stage.

Formation du personnel

15. Le Secrétaire général reprend entièrement à son compte les observations et commentaires relatifs à la formation du personnel qui figurent à l'alinéa i) du paragraphe 17 et au paragraphe 18 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Les programmes de formation actuels seront renforcés et des programmes spéciaux de recyclage seront mis au point pour aider les fonctionnaires à changer d'affectation et de carrière en cette période de restructuration et de compression. Ces programmes reposeront sur une analyse des besoins et feront partie intégrante d'un programme général d'organisation des carrières.

Versement des prestations et indemnités dans les lieux d'affectation hors siège

16. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale a, comme recommandé par le Comité des commissaires aux comptes à l'alinéa a) du paragraphe 19 de son rapport, mis en place les procédures de contrôle interne prévues par l'instruction administrative pertinente à propos des avances sur l'indemnité pour frais d'études et du versement de cette indemnité.

17. Le Siège a poursuivi l'examen des dispositions en vigueur sur l'indemnité pour charges de famille comme recommandé à l'alinéa b) du paragraphe 19 du rapport du Comité, et il a été confirmé que ces dispositions sont appliquées sur la base de la définition des charges de famille adoptée par la Commission de la fonction publique internationale.

Système panafricain de documentation et d'information (PADIS)

18. Le Secrétaire général comptait donner dans son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 les résultats de l'évaluation complète du PADIS, recommandée au paragraphe 21 du rapport du Comité. Un premier examen a été effectué mais il n'a pas été possible d'achever l'évaluation à temps. En attendant, tous les efforts seront faits pour veiller à ce que le PADIS continue d'être financé en tant que projet de coopération technique.

/...

Procédures d'achat au Siège

19. Les recommandations du paragraphe 22 du rapport du Comité renvoient à la situation décrite aux paragraphes 183 à 187 dudit rapport. Après examen du contrat en question, le Comité des commissaires aux comptes a fait remarquer que le Service des achats et des transports du Bureau des services généraux n'avait pas porté à la connaissance du Comité des marchés le montant estimatif du fret payable par l'Organisation. Il a été expliqué aux commissaires aux comptes que les dépenses en question avaient fait l'objet des autorisations appropriées, dans le cadre des mécanismes d'autorisation des achats et voyages. L'entrepreneur avait en l'occurrence pour rôle de négocier avec divers transporteurs les tarifs de fret, en tant qu'intermédiaire agissant pour le compte de l'Organisation mais sans pouvoir d'engager cette dernière. Etant donné que les sommes versées avaient fait l'objet des autorisations appropriées et avaient été certifiées par les différents agents certificateurs compétents, le Secrétaire général ne considère pas qu'il y a eu en la circonstance carence grave au niveau du contrôle financier interne.

20. Aux paragraphes 189 à 195 de leur rapport, les commissaires aux comptes rendent compte de l'examen d'un contrat pour l'approvisionnement en fournitures de bureau et papeterie. Notant que le fournisseur avait fait des contre-propositions tendant à modifier les conditions proposées par l'ONU dans son appel d'offres, le Comité a estimé que ces contre-propositions entraîneraient un manque à gagner et un surcroît de coûts pour l'Organisation. Le Comité a en outre noté que le fournisseur avait commencé son activité en vertu du contrat proposé avant la signature d'un contrat en bonne et due forme. Il n'en reste pas moins que la pratique qui consiste pour les fournisseurs à faire de telles contre-propositions fait partie du processus normal de passation des marchés, les données indiquées dans le premier appel d'offres représentant la position de l'Organisation dans la négociation du marché. Dans ce cas particulier, le fournisseur avait commencé son activité en vertu d'une déclaration d'intention en attendant le règlement d'un certain nombre de questions qui étaient encore en suspens au moment de la vérification des comptes. On estime que le contrat signé à l'issue des négociations reflétait les meilleures conditions que l'Organisation pouvait obtenir.

21. Le cas d'un contrat de location d'aires d'entreposage est traité aux paragraphes 196 à 201 du rapport du Comité, où il est recommandé que l'ONU, soit demande au propriétaire d'effectuer les réparations nécessaires, soit invoque une clause du contrat en vertu de laquelle le locataire peut effectuer les réparations lui-même et en déduire le coût du montant dû au titre du loyer. Lors de la vérification des comptes, le propriétaire avait été prié à plusieurs reprises d'effectuer les réparations mais sans succès. Suite aux observations des commissaires aux comptes, le propriétaire a enfin été amené à effectuer les réparations nécessaires vers la fin de 1988. Par ailleurs, l'Organisation étudie actuellement le futur mode de conservation des archives, ainsi que la possibilité de recourir au stockage sur disques optiques et à d'autres lieux d'entreposage, le but étant d'économiser l'espace et de réduire les coûts.

Procédures d'achat dans les bureaux extérieurs

22. Aux paragraphes 23 et 24 de leur rapport, les commissaires aux comptes ont formulé des recommandations concernant la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban

/...

(FINUL). Dans le cas de la CESAP, il s'agissait de la passation d'un marché relatif à la fourniture de services de gardiennage. Suite à la recommandation du Comité, le Secrétaire exécutif de la CESAP a mis en place en 1988 un groupe de travail chargé de sélectionner une société prestataire de services de gardiennage. Après une étude complète du marché, ce groupe a finalement retenu trois sociétés qui ont été invitées à présenter des offres, et ces offres ont été examinées par le Comité des marchés de la CESAP. Les recommandations du comité local ont ensuite été approuvées par le Comité des marchés du Siège. Le Secrétaire exécutif a pris des mesures pour faire en sorte qu'à l'avenir, les autres recommandations du Comité des commissaires aux comptes relatives à l'établissement et la signature des contrats soient appliquées.

23. L'examen des procédures d'achat de la FINUL a donné lieu à une observation sur le fractionnement des contrats, au paragraphe 213 du rapport du Comité. En l'occurrence, une partie d'un marché relatif à des travaux d'asphaltage et de revêtement avait été attribuée à une entreprise par le comité local des marchés et le reste du marché a été attribué à la même entreprise après examen par le Comité des marchés du Siège. A l'avenir, les marchés passés localement seront contrôlés de près pour faire en sorte que tous ceux dont le montant dépasse le plafond en vigueur soient soumis au Comité des marchés du Siège avant d'être attribués.

Opérations informatisées

24. Les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes au paragraphe 25 de son rapport à propos de la climatisation et de la sécurité des locaux où ont lieu les opérations informatisées ont été prises en compte dans la planification des rénovations qu'il est prévu d'apporter aux locaux informatiques du Siège dans les tout prochains mois. En revanche, les préoccupations du Comité en ce qui concerne les dispositions à prendre en cas de sinistre pour assurer la reprise du traitement des données ne paraissent pas justifiées, étant donné que les aires de stockage actuelles sont en béton et que leur porte d'entrée est en acier, ce qui les met entièrement à l'abri du feu.

25. En ce qui concerne la recommandation formulée au paragraphe 26 du rapport du Comité à propos du remplacement de l'ordinateur de la CESAP, cette dernière, comme toutes les autres commissions régionales, doit constituer l'un des noyaux du futur système intégré d'information de gestion et il faudra donc attendre que ce système soit mis en place pour déterminer avec précision les besoins informatiques de la Commission. Dans l'intervalle, on compte privilégier l'acquisition et l'installation de micro-ordinateurs et ne pas remplacer pour le moment le gros ordinateur de la CESAP.

Administration postale de l'ONU (APNU)

26. Aux alinéas a) à m) du paragraphe 27 de leur rapport, les commissaires aux comptes formulent un certain nombre de recommandations touchant l'APNU qui correspondent aux observations détaillées formulées aux paragraphes 233 à 281. Pour donner suite à celle relative aux soldes en espèces inutilisées, qui figure au paragraphe 242, l'APNU a demandé à ses bureaux de Genève et de Vienne de mettre en place les procédures voulues pour que le disponible en banque soit automatiquement

transféré au compte du Siège lorsque le solde du compte local atteint un montant déterminé. Cette solution aurait pu répondre aux préoccupations des commissaires aux comptes; malheureusement, elle s'est révélée inapplicable du fait que l'Administration postale suisse n'est pas en mesure d'effectuer les transferts hebdomadaires ou mensuels prévus. L'APNU a donc opté pour la seule solution possible : elle examine chaque semaine les comptes de Genève et de Vienne et donne elle-même directement les ordres de transfert lorsque le solde de ces comptes dépasse le montant jugé en rapport avec le volume d'activités.

27. Au paragraphe 245 de leur rapport, les commissaires aux comptes ont constaté que le chiffre d'affaires de l'APNU avait tendance à diminuer depuis 1980 alors que les coûts augmentaient légèrement, ce qui se traduisait par une baisse du revenu net. Conformément aux recommandations du Comité, l'APNU a demandé à des conseillers en gestion de réaliser une étude sur les stratégies commerciales (marketing et promotion des ventes) à mettre en oeuvre. L'étude, qui a été achevée en février 1989, a confirmé que le marché philatélique avait effectivement tendance à se rétrécir et que l'APNU se trouvait confrontée à une réduction de son marché potentiel. Cela étant, l'APNU a commencé d'appliquer les recommandations formulées dans l'étude et a pris les dispositions voulues pour pourvoir plus rapidement que par le passé les postes devenus vacants dans ses services commerciaux. En outre, elle étudie la possibilité de recourir aux services d'une société spécialisée, qu'elle chargerait de définir de nouvelles stratégies commerciales.

28. Au paragraphe 251, les commissaires aux comptes déclarent avoir demandé à l'Administration de revoir sa politique de crédit, car le solde des comptes débiteurs qu'ils avaient examinés au cours de la vérification initiale leur avait paru élevé. Ils ont cependant constaté par la suite que la plupart des créances en question avaient été recouvrées. Il y a lieu de noter que les pertes dues à des défaillances de distributeurs ou de clients restent faibles et bien inférieures à la moyenne des pertes subies par les sociétés commerciales qui font crédit à leurs clients. On continuera de surveiller l'encours des crédits pour s'assurer qu'il reste proportionnel au volume global des ventes.

29. En ce qui concerne les structures administratives, dont il est question au paragraphe 253 du rapport du Comité, l'APNU a entrepris de les réorganiser en s'appuyant à la fois sur les recommandations des commissaires aux comptes et sur celles des conseillers en gestion mentionnés plus haut. L'ancien bureau de New York a été subdivisé en deux bureaux. L'un est chargé de desservir les marchés traditionnellement réservés à l'APNU/New York, c'est-à-dire l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Asie et les pays d'Afrique qui ne sont pas desservis par Genève. L'autre est le Bureau central, qui est responsable des grandes décisions touchant la production, les orientations et la gestion financière des trois bureaux locaux, celui de New York, celui de Genève et celui de Vienne. L'APNU continue de revoir ses modalités de fonctionnement et essaie d'appliquer de nouvelles techniques de gestion qui lui permettent d'améliorer son efficacité et d'accroître aussi bien son chiffre d'affaires brut que son revenu net. Dans cette optique, elle a demandé à une agence de publicité de mettre au point une stratégie commerciale complète pour le marché nord-américain. Ce travail est suivi de près et l'étude en cours servira de modèle pour les trois bureaux locaux au cours de l'exercice biennal 1990-1991.

/...

30. Sur la recommandation des commissaires aux comptes, on a prolongé le délai d'exécution pour la production des timbres, que les normes de l'APNU fixaient jusque-là à 10 mois, tout en gardant suffisamment de souplesse pour réagir rapidement lorsque certains événements justifient l'émission d'un timbre commémoratif. L'attribution en 1988 du prix Nobel de la paix aux forces de maintien de la paix de l'ONU est un exemple de ce type d'événement : un timbre-poste commémoratif a immédiatement été ajouté au programme de production et a été émis en mars 1989.

31. A la suite des recommandations relatives aux dessins et maquettes des timbres-poste, on a revu le manuel des procédures de l'APNU et on est en train de mettre au point un contrat type qui devra être signé par les artistes. Toujours pour se conformer aux recommandations des commissaires aux comptes, on a renforcé les procédures d'inventaire en tenant un registre des oeuvres créées pour l'APNU.

32. Aux paragraphes 274 à 277 de leur rapport, les commissaires aux comptes formulaient des observations sur le projet de mise en place d'un système automatisé pour l'APNU et recommandaient d'en surveiller plus étroitement l'exécution. La question a été soumise aux conseillers en gestion qui ont été engagés pour réaliser une étude sur l'APNU et ceux-ci ont constaté que le système automatisé fonctionnait bien pour ce qui était du contrôle des stocks et du traitement des commandes et des relevés de compte. Ils se sont aussi intéressés au sous-système comptable qu'on avait prévu d'intégrer ultérieurement au système automatisé. A leur avis, il n'était pas rentable à ce stade de faire réaliser les programmes supplémentaires nécessaires pour rendre le sous-système opérationnel et il était préférable de recourir à des ordinateurs individuels. Compte tenu de leurs observations et des recommandations des commissaires aux comptes, le système automatisé a été mis en place à Vienne tel qu'il avait été prévu à l'origine et tous les bureaux de l'APNU ont été dotés d'ordinateurs individuels. On décidera de l'avenir du système automatisé et du sous-système comptable au moment de leur intégration au système intégré de gestion qu'il est prévu de mettre en place.

Biens consommables et biens non consommables

33. Les paragraphes 313 à 320 du rapport du Comité traitaient de la gestion des stocks. Les commissaires aux comptes ont reconnu avoir observé une amélioration de la comptabilité matière et de la surveillance du matériel. Ils ont néanmoins relevé des carences dans la surveillance des articles "attirants", l'inventaire du matériel et la cession du matériel périmé. Des mesures correctives ont été prises depuis lors pour améliorer la comptabilité et la surveillance du matériel.

34. Se référant à la FINUL, les commissaires aux comptes recommandaient, aux paragraphes 315 et 319, de renforcer les contrôles internes relatifs au carburant et aux unités préfabriquées. Au moment de la vérification, on pouvait difficilement mettre au point des normes de consommation fiables pour la FINUL dans la mesure où celle-ci utilisait différentes marques de véhicules. Le parc automobile de la Force ayant par la suite été normalisé, les consommations relevées sont devenues comparables et plus fiables, ce qui permet de vérifier les rapports de toutes les unités et d'établir la concordance avec les états mensuels. On a aussi pris des dispositions pour améliorer la comptabilité des unités préfabriquées dont les stocks sont désormais gérés sur la base du "premier entré, premier sorti".

Rapports sur l'exécution des projets et rapports de situation

35. Conformément aux recommandations formulées au paragraphe 31 du rapport des commissaires aux comptes, le Département de la coopération technique pour le développement a pris des mesures correctives pour améliorer l'établissement des rapports relatifs aux projets. On a élaboré des directives qui définissent clairement ce qu'il faut entendre par projet nouveau, projet en cours de réalisation, projet achevé sur le plan technique et projet achevé sur le plan financier, et on a mis au point un programme informatique qui permet de connaître le nombre de projets dans chaque catégorie en utilisant la base de données du Système de gestion des projets. Par ailleurs, on s'efforce de choisir des équipements qui soient familiers aussi bien aux agents engagés au titre de projets qu'à leurs homologues des pays en développement et d'en coordonner la livraison avec l'arrivée des agents affectés aux projets, conformément aux calendriers prévus dans les descriptifs des projets.

36. La CESAP est en train de prendre des mesures pour appliquer les recommandations relatives aux projets figurant au paragraphe 33 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Elle a ainsi considérablement amélioré la planification et la présentation de son programme de travail pour l'exercice biennal en cours et réduit le nombre de projets proposés en fonction des contributions attendues. Lorsqu'un donateur a accepté de financer un projet, les activités préparatoires commencent immédiatement de façon que l'exécution du projet proprement dit puisse démarrer dès réception des fonds. Les donateurs reçoivent des rapports de situation semestriels et annuels sur tous les projets en cours. Lorsqu'un projet est terminé, le rapport final est publié en même temps que les états financiers définitifs, dès la clôture des comptes.

Création et gestion des fonds d'affectation spéciale

37. A l'alinéa a) du paragraphe 28 de son rapport, le Comité des commissaires aux comptes recommandait de centraliser les responsabilités comptables pour les transactions relatives au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues. On envisage de créer un véritable service financier à l'Office des Nations Unies à Vienne, afin de fournir au Fonds et aux autres organismes des Nations Unies implantés à Vienne des services financiers plus cohérents. Entre-temps, on s'est efforcé de rationaliser les communications entre l'Office des Nations Unies à Vienne et le Siège, de manière à ce que les informations de gestion fournies soient exactes et que les contributions annoncées, les encaissements et les décaissements soient correctement comptabilisés.

38. Conformément à la recommandation figurant à l'alinéa c) du paragraphe 28 et relative au Fonds des Nations Unies pour la Namibie, un responsable financier s'est rendu à trois reprises à l'Ecole technique secondaire de Namibie pour donner des conseils sur l'application du règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU et pour aider à l'élaboration des rapports financiers de l'Ecole qui, par la suite, ont été ponctuellement présentés tous les trimestres.

39. On a modifié les procédures comptables en décembre 1988 pour tenir compte de la réorganisation du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, de manière à ce que les procédures financières du Bureau

/...

correspondent à son mandat et à ce qu'il y ait une démarcation nette entre les dépenses administratives et les dépenses opérationnelles, comme le Comité des commissaires aux comptes le recommandait à l'alinéa e) du paragraphe 18 de son rapport.

40. Comme en témoignent les mesures décrites ci-dessus, le Secrétaire général accueille avec intérêt les commentaires et observations du Comité des commissaires aux comptes, de même que ceux du Comité consultatif. Il continuera de tenir compte de leurs préoccupations pour assurer un contrôle de gestion et un contrôle financier efficaces.

Notes

1/ Voir A/43/445, annexe.

2/ Voir A/43/674 et Corr.1.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 5 (A/41/5), vol. I, sect. II.

4/ Ibid., quarante-troisième session, Supplément No 5 (A/43/5), vol. I, sect. II.

5/ Ibid., quarante et unième session, Supplément No 49 (A/41/49).
